

28^e jour de la lune

du matin

réveiller. Les libraires étalent leurs gautrures, leurs dorures, leurs livres rouges et cinclacés, les marchands de jouets forcent les yeux à s'ouvrir et les têtes à rêver. Que de sommeils agités que de fièvres ! Il n'est pas jusqu'aux marchands de comestibles qui n'entassent les terrines et les boîtes de conserves pour induire les estomacs en tentation. Des confiseurs, je ne parle point, ils règnent. Ils s'imposent. Se sentant nécessaires, ils planent. Leurs sacs de bonbons précèdent

vingt pas, paraît-il, à arrêter à temps, de sorte que les voitures vinrent heurter le train. Le choc fut d'une violence telle que plusieurs voyageurs furent brisés et que vingtaine de voyageurs blessés. Parmi ceux-ci il en est dont les blessures sont assez graves.

La Compagnie immobilière a transmis à l'administration communale de Bruxelles un plan relatif à la création de rues sur le versant situé entre l'avenue du Bois de la Cambre et les étangs d'Ixelles. Le collège, appelé à statuer sur cette affaire, a émis, d'accord avec la section des travaux publics, un avis favorable, sans accepter toutefois aucune des clauses devant entraîner un sacrifice pour la ville de Bruxelles. Le projet en question intéressant la commune d'Ixelles, celle-ci, consultée, a déclaré à la ville n'avoir aucune objection à présenter. Cette entente permettra de créer rapidement une œuvre destinée à compléter celle commencée par l'établissement de l'avenue Louise.

La Société l'Union (Cendrac), de cette ville, a fait hommage à M. Poncelot, pharmacien et visiteur des pauvres de la paroisse Sainte-Catherine, d'une belle médaille en vermeil, grand module, portant pour légende : *Au bienfaiteur des pauvres*. La remise de cette médaille a été faite pendant une fête de charité que vient de donner ce Cercle philanthropique et d'agrément. Les nombreux amis de M. Poncelot s'étaient associés à cette manifestation de reconnaissance à l'initiative de ladite société. Une somme de 123 francs, produite de la recette faite à cette fête, a été convertie en bons de pain.

Le tableau des avocats exerçant près la cour d'appel de Bruxelles pour l'année judiciaire 1872-1873 vient de paraître. Le nombre de ces avocats est de 269. Quatre de moins que pendant l'année 1871-1872.

Le nombre des avocats inscrits comme étant domiciliés hors de l'arrondissement de Bruxelles, était de dix précédemment. Il n'est que de neuf aujourd'hui.

Il est à remarquer que le conseil de discipline de l'ordre a rayé du tableau un certain nombre d'avocats exerçant des fonctions salariées incompatibles avec les devoirs de membre du barreau. Le plus ancien avocat inscrit en tête du tableau est M. François-Julien De Bonne, diplômé à Bruxelles le 31 août 1811, ancien avocat à l'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles, ancien membre de la Chambre des Représentants, du conseil provincial du Brabant, etc.

Le collège des bourgeois et échevins de la ville de Bruxelles, agissant en vertu de la résolution du conseil communal prise le 26 décembre 4 août dernier, a acquis, au prix de 145,000 francs, la maison située 65, rue du Marais. Cet immeuble doit servir de magasin de décors et de conservatoire de danse, pour le théâtre royal de la Monnaie, en remplacement de l'ancien local de la rue de la Fiancée (entièrement disparu aujourd'hui), dont l'emprise a été nécessaire par suite des travaux d'assainissement de la Senne.

L'acquisition dont il s'agit avait été faite dans un but d'utilité publique, l'acte de vente a été ratifié par l'autorité compétente.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

28 décembre. — La Bourse est d'un calme complet. Cependant les cours sont fermes. L'emprunt fait 86-80 à 86-85 et les Métalliques de 64 à 64 1/4.

Au comptant les réalisations continuent. Le 4 1/2 p. c. belge fait 103 et le 4 p. c. 102-20.

Les obligations et actions de chemins de fer sont lourdes, mais sans variation notable.

En changes, on négocie le Paris à 1/2 p. c. de perte, le Londres est très-offert à 25-30.

Communications et avis divers.

BANQUE NATIONALE.

AVIS IMPORTANT AUX ACTIONNAIRES.

L'administration de la Banque Nationale a l'honneur d'appeler l'attention des MM. les actionnaires, sur le fait que les dividendes des actions de la Banque Nationale pour l'exercice 1872-1873 n'ont pas encore été distribués. Les actionnaires qui n'ont pas encore reçu leur dividende sont priés de se présenter au siège de la Banque, 10, rue de la Banque, à Paris, le 1er janvier prochain.

L'art. 40 des statuts porte : « Les actions non souscrites par les actionnaires avant le 1er janvier 1873, seront réalisées au profit de la Banque ».

La différence en plus ou en moins, entre le capital nominal et le produit réalisé, sera portée au compte du Fonds de réserve.

Le résultat de ces dispositions que l'action, pour laquelle n'aurait pas été exécuté le droit de souscription, subira, dès le 1er janvier 1873, une dépréciation égale à la plus-value attribuée à l'action nouvelle.

La plus-value de cette action non souscrite (c'est-à-dire la différence entre le capital nominal et le produit réalisé) doit, au vu de l'article 10, être versée au Fonds de réserve.

La presque totalité des actionnaires a déjà souscrit.

L'administration de la Banque, désireuse d'éviter une perte réelle aux propriétaires d'actions qui n'ont pas encore usé de leur droit, a l'honneur de rappeler aux intéressés qu'il est essentiel de faire connaître à la Banque, avant le 1er janvier 1873, soit directement par eux-mêmes, soit par écrit, soit indirectement par un tiers, leur volonté manifeste de prendre part à la souscription.

Bruxelles, le 19 décembre 1872.

Le secrétaire, JOS. DUPONT.

Le gouverneur, EUG. PRÉVINAIRE.

— Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la douce Revivante Du Barry, 17, rue de l'Empereur, Bruxelles. Fr. 2-25. A. 7.

— *Erreurs musicales*. — 6 morceaux sur des motifs d'opéras célèbres, par L. Streabach. Prix de l'album 1 fr. 50. Chez L. B. Ratto, 10, Galerie du Roi.

— *Mémoires des anciens puits*, Marché au-Bois, 8. — *Fabrique de Waterproof*, 7 et 8, p. 52. Gudele.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 27 décembre.

On sait que demain la sous-commission dite « du conflit » se réunira à M. Thiers à l'Assemblée. J'apprends qu'un certain nombre de députés ont fait aux membres de cette sous-commission des observations sur l'anomalie qu'ils voyaient à ce que ce fussent eux qui se rendissent à l'Assemblée, au lieu d'attendre à Versailles le président de la République. Quelques membres de la droite, trop éloignés pour se transporter eux-mêmes auprès de leurs confrères de la sous-commission, ont écrit dans le même but, en faisant observer que M. Thiers était le délégué de l'Assemblée, par conséquent, des sous-commissions qui la représentent, et devait se rendre à ses ordres. C'est simplement ridicule ; mais il n'en faut pas moins voir là-dessus un indice des rancunes persistantes de la droite de l'Assemblée.

Voici un nouvel incident qui va, sans doute, fournir à la droite les occasions, qu'elle recherche tant, d'agiter l'opinion : la démission de M. de Bourgoing, notre ambassadeur à Rome. Il paraît certain qu'elle sera acceptée. On s'attend là-dessus à une interpellation.

C'est à tort qu'on a annoncé que le rapport du général Rivière sur l'affaire Bazaine est terminé ; il n'en est rien. L'affaire se poursuit, du reste, avec toute l'activité possible, et les personnes qui doivent être appelées comme témoins ont été prévenues de ne pas s'éloigner de France, attendu qu'elles peuvent être convoquées dans les premiers jours d'avril. D'autre part, on assure que le procès ne pourra commencer avant juin ; l'acte d'accusation sera rédigé par le général Pourcel.

On assure que les nouveaux conseillers généraux d'Algérie, parmi lesquels se trouvent seize républicains et huit à dix républicains modérés, doivent adresser une protestation à l'Assemblée contre son vote relatif aux musulmans.

Des journaux ont annoncé que M. Gambetta avait quitté Paris, et naturellement les feuilles monarchiques l'ont envoyé révoluer, les uns le Nord, les autres le Midi de la France. Il n'y a eu de diversité que dans la direction qu'on lui a donnée. Il m'est assuré de source positive que M. Gambetta n'a pas même songé à quitter Paris, pas plus que M. Gent, dont on avait annoncé également le départ.

L'affaire en diffamation intentée par M. Naquet au journal le *Pays* est venue hier en police correctionnelle et, contrairement à la demande des prévenus, le tribunal s'est déclaré compétent — décision dont le journal le *Pays*, dit-on, veut appeler. — M. Laclaud, avocat du *Pays*, a naturellement été très-violemment contre M. Naquet, mais, ce qui pouvait être moins attendu, l'organe du ministère public, M. Campenon, ne l'a pas été moins (1).

L'Académie française M. Saint-René Taillandier semble avoir perdu beaucoup de ses chances par suite de ses relations avec l'ex-empereur. La fusion avec l'impérialisme n'est pas encore faite, tant s'en faut, au palais Mazarin. Les chances sembleraient se porter sur M. de Vielcastel, auteur d'une Histoire de la Restauration et qui, de plus, annonce-t-on, va fonder un journal.

MM. Al. Dumas, Taine et Mézières, qu'on appelle, tout au moins relativement pour deux d'entre eux, des candidats jeunes, renouent cette fois leurs chances qu'ils pourraient avoir, leur candidature n'étant pas précisément en situation pour succéder au père Grétry.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Versailles, Paris, 27 décembre.

Vous avez parfaitement raison quand vous dites dans votre bulletin que la commission des Trente ou ses sous-commissions seront pleines de « procédés » pour M. Thiers. Et vous pouvez ajouter que l'Assemblée aura de courtoisie dans la forme.

Pour le fond, je persiste à le considérer comme inconvertible, à moins que — ou M. Thiers ne concède à la droite le pouvoir ainsi qu'il se propose de faire les prochaines élections après avoir au préalable fait une loi électorale à sa guise — ou à moins qu'une combinaison nouvelle et jusqu'à présent tout à fait imprévue ne soit trouvée.

Les sous-commissions sont, en effet, saisies quant à présent de quatre projets : un de M. Decezes ne s'occupant que des pouvoirs existants et organisant la « responsabilité ministérielle », c'est-à-dire le passage effectif du pouvoir des mains de M. Thiers en celles des chefs de ce que l'on est convenu d'appeler « la faction ».

Le second de M. Marcel Barthe qui représente assez exactement les désirs de M. Thiers. Vous le connaissez.

Un troisième de M. Louis Passy, s'occupant seulement de l'organisation de la seconde Chambre, parce qu'il effectue tout ce point qu'en ce moment toute la question est nouée.

Et un quatrième, plus récent et non encore déposé, de M. Talion, visant aussi l'organisation de la seconde Chambre.

(1) Ceci est l'appréciation de notre correspondant. Affaire de bienveillance. Quant à nous, nous eussions été bien étonnés que M. Campenon n'eût pas été plus carré sur le sens de la rédaction que Lachaud lui-même. (Note de la rédaction.)

Ni la proposition de M. Passy, ni celle de M. Talion n'ont, à mon sens, chance de succès telles qu'elles. Ce n'est donc pas à cause de leur valeur intrinsèque que je viens vous dire que ces deux propositions résument pour ainsi dire le conflit.

M. Louis Passy appartient au centre gauche ; cependant, avec une nuance moins républicaine que M. Marcel Barthe. Il y a entre eux comme un demi-ton, comme du bécarre au bémol. Toutefois, c'est le même esprit qui les anime. Aussi leurs propositions déterminent-elles toutes deux que la seconde Chambre serait organisée maintenant.

Celle de M. Talion, au contraire, n'organiserait la seconde Chambre qu'un mois avant le départ de l'Assemblée actuelle.

Tout est là.

M. Talion, jadis républicain en octobre 70, — voir sa profession de foi d'alors, — appartient aujourd'hui au centre droit. Et si l'on n'est pas plus connu, ce n'est pas faute à lui de l'être, conjointement avec M. Fournier (membres vous savez, de l'examen préparatoire des projets constitutionnels), propositions sur propositions. Mais ces diables de propositions, conçues dans le pur esprit droitier, n'ont jusqu'à présent eu un succès : celui de bien poser leurs auteurs dans l'esprit des collègues. C'est quelque chose. Voilà donc comment M. Talion et Fournier, Fournier et Talion, ont dans les couloirs une notoriété que le public ignore.

Je me suis même laissé conter — mais ce doit être un fautive cancan, — que ces messieurs n'étaient pas très-favorables à tels et tels correspondants de journaux et qu'ils s'en allaient conforter les hommes dispositions de M. Baze, quand ce dernier quelque peu louchait.

Mais revenons au sens des propositions :

Le principe de la seconde Chambre ? mais il est adopté d'emblée par la commission des Trente ! Comment donc ? Une seconde Chambre c'est une institution monarchique, ou au moins s'accorde avec la monarchie, ou la droite ne demande qu'à en instituer une, en constituant. Seulement... c'est comme dans la pièce des *Faux Bonshommes*, il y a un seul moyen.

M. Thiers veut une seconde Chambre, pour avoir un pouvoir qui, conjointement avec lui, pourrait dissoudre l'Assemblée actuelle. Donc une seconde Chambre établie maintenant, conformément aux projets du centre gauche et fonctionnant simultanément avec la responsabilité ministérielle.

Et les droites veulent une seconde Chambre sortant des flancs de celle-ci à la veille de sa dissolution : une seconde Chambre où l'on ferait rentrer par exemple ceux des bons droitiers qui n'ont pas grandes chances de réélection, et qui présiderait à l'éclosion de la nouvelle législature, préparée par... la responsabilité ministérielle.

Voilà en quel sens je vous disais : les projets de M. Louis Passy et Talion donnent exactement le sens du conflit : « — Donnez-moi une seconde Chambre avec laquelle je puisse au besoin vous dissoudre, si vous me mettez dehors de l'Assemblée et si vous m'imposez des ministres », dit M. Thiers. — « Nous voulons bien vous donner une seconde Chambre, certainement, répond la commission des Trente, mais plus tard, quand nous voudrons nous-mêmes nous dissoudre, quand nous aurons fini notre œuvre, à nous, Assemblée souveraine, constituante, etc., etc., dont vous n'êtes que le délégué ».

En dépit donc de la conférence de demain entre M. Thiers et la commission, et en dépit de toutes les courtoisies, il me semble impossible que le conflit ne subsiste pas, et la seule conciliation que l'entrevoit le statu quo.

Soit, les droitières comprennent que la France s'impatiente de toutes ces complications et de toutes ces cabales ; comprennent qu'elle va pétitionner et républicain, et se disent qu'il est prudent de ne pas pousser les choses à l'extrême, de laisser traîner en longueur les projets constitutionnels et de vivre tant bien que mal avec M. Thiers.

Par décret en date du 26 décembre, ont été promus au grade de général de division :

M. de Brest, au 1er régiment de dragons ; Le Normand de Breuille, au 2e régiment de dragons ; de Grandcourt, de Berckheim, Doutrouille.

Ont été nommés au grade de général de brigade :

MM. les colonels :

De Vassigne, colonel du 23^e régiment d'artillerie. Schœnberger, colonel une lettre qui est une œuvre, d'ailleurs, de fortification à Lyon et commandant du génie du 6^e corps.

De Percin Norlimberian, colonel du 2^e régiment de chasseurs d'Angers.

Duval, colonel du 58^e régiment d'infanterie de ligne. (Journal officiel.)

Plusieurs journaux publient la lettre suivante de M. de Toqueville, député de la Manche :

« Monsieur,

« Le chef-lieu de mon canton, le bourg de Beaumont, tout perdu au fond de la Basse et qui, jusqu'ici, s'était à peine occupé de son conseil municipal, vient de m'envoyer une adresse pour M. Thiers.

« J'en suis tombé de mort hant ; car c'est toute une révolution que cela !

« Le jour où les habitants des campagnes s'intéressent aux affaires publiques, le règne de la démocratie commencera vraiment.

« Je tiens donc cette adresse demain à M. Thiers ; mais elle est tellement significative, que j'ai voulu vous en donner connaissance, et vous autoriser à la publier si vous le voulez bien.

« Si l'Assemblée qu'il a été dit être annoncée par des signes particuliers, il doit en être ainsi de la République, et ce cri de quelques campagnards me

semble un phénomène de nature à faire réfléchir les hommes de bonne volonté.

« Agréez, etc. » Comte de TOQUEVILLE.

Bulletin de la bourse de Paris.

27 décembre. — Nous ne nous trompons pas en annonçant la stagnation probable des affaires et le statu quo des ordres.

En effet, tout annonce qu'il ne se produira point de grands mouvements d'affaires à la liquidation prochaine.

Les cours sont faibles aujourd'hui et les transactions se restreignent encore, bien qu'elles n'aient pas, depuis plusieurs jours, d'importance notable.

Les reports ne se détachent pas, et il n'est pas probable qu'ils diminueront au moment même de la liquidation. On cote 30 à 32 c. de report sur le 3 p. c. et 22 c. environ sur l'emprunt. Les prix élevés de la hausse, d'un côté, et de l'autre, de l'autre, et malheureusement, ce n'est pas le seul obstacle qui ait à surmonter les acheteurs.

Le 3 p. c. a perdu le cours de fr. 53 ; il a fait 52-35, mais il revient cependant, en fin de bourse, à 53-10.

Le 5 p. c. libéré se négocie de 84-40 à 84-50.

L'emprunt reste à 86-85, après 86-70.

Les primes sont de 25 c. pour fin courant tout à peine 10 c. d'écart.

Celles pour fin janvier sont offertes.

Le 5 p. c. italien se maintient dans les cours d'hier : il a fait 67-75 et 67-60.

Les valeurs financières ne baissent pas, mais elles ne paraissent pas devoir monter plus prochainement à une reprise sérieuse, attendu que le gouvernement a décidé d'augmenter le crédit de 850, offert ; la Société générale est cotée à 573 75 ; la Banque de Paris se tient à 420, bien que les actionnaires de cet établissement aient été convoqués pour le 14 janvier à l'effet de statuer sur une répartition des bénéfices acquis en 1872 ; la bonne nouvelle se confirme, mais elle n'influence pas les cours ; il est vrai que le bruit de la démission de MM. Vandal et Gienconner continue à circuler autour de la hausse.

Le marché des valeurs de chemins de fer est en plein calme ; les négociations à terme sont très-rares.

L'autrichien et le lombard se cotent dans les cours précédents : 770 pour l'autrichien et 435 pour le lombard.

En valeurs industrielles, même rareté de transactions. On cote le Gaz parisien à 695 ; la Transatlantique reste à 270 ; le canal de Suez a reperdu le cours de 400 ; il est offert à 397-50.

COMMUNICATIONS ET AVIS DIVERS.

Le *saon royal de Thiridace* de Violette, parfumeur à Paris, est le seul recommander les célébrités médicales, pour l'hygiène, la beauté et la fraîcheur de la peau. — Exiger la marque de fabrique : *A la Reine des Abeilles*.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Londres, 27 décembre.

Le *Times* a reçu la dépêche suivante de son correspondant à Berlin :

« 26 décembre.

D'après les bruits qui circulent à Saint-Petersbourg, Lord Augustus Loftus a remis au prince Gortchakoff un avertissement que le gouvernement anglais a décidé de s'abstenir de toute intervention au sujet des progrès de la Russie le long de l'Amu et du Syr, aussi longtemps que la Russie ne menacera ni l'Afghanistan ni les Principautés au nord de l'Amu et les autres contrées situées entre le Khiva et l'Afghanistan et qui sont réclamées par l'Amer de ce dernier pays ».

Le *Times* dit qu'il n'est en position ni d'affirmer ni de contester l'exactitude du fait qu'annonce cette dépêche, mais qu'une déclaration rédigée dans le sens indiqué serait parfaitement conforme aux exigences de la politique que doit observer l'Angleterre dans cette question.

NOUVELLES DE HONGRIE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Pesth, 27 décembre.

La lettre du duc de Gramont, selon laquelle MM. de Beust et Andrássy lui auraient assuré que la cause de la France était aussi celle de l'Autriche, et que celle-ci ferait son possible pour la victoire des armées françaises, a causé une vive sensation au club de la majorité. Comme le comte Andrássy se trouve en ce moment à Pesth, il a pu s'expliquer à ce sujet. « En vain, a-t-il dit, répéterai-je mes conversations avec le duc de Gramont, car on est libre de me croire ou de ne pas me croire ; mais je tiens à dire que, si le duc de Gramont, ministre-président hongrois aurait pu tenir le langage que m'impute le duc de Gramont ? Le Parlement hongrois, l'opinion publique du pays s'étaient prononcés, au cas d'une guerre franco-allemande, en faveur de l'observation d'une stricte neutralité.

« Par conséquent le devoir du ministre-président était tout simplement d'en référer au Roi. Supposez que le Roi eût suivi une politique contraire à la volonté du pays, le ministre-président aurait dû nécessairement donner sa démission, j'ai gardé mon portefeuille ; c'est la preuve que le Roi a adhéré à la politique, exprimée par le Parlement hongrois.

« L'exposé de ces faits, connus de tout le pays, suffit pour démontrer que les assurances du duc de Gramont n'ont aucun fondement.

Après cette déclaration, qui a obtenu l'assentiment des membres de la majorité, on a généralement exprimé l'opinion que le duc de Gramont fait un grand tort à la diplomatie française, en cherchant continuellement à compromettre les hommes d'Etat de l'Autriche, qui, à l'avenir, se montreront plus réservés vis-à-vis de la diplomatie française, afin d'éviter la répétition de pareilles suspensions intempestives.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Madrid, 27 décembre.

L'importance du projet de loi dont il a été donné lecture hier au Congrès des députés et dont l'appro-

bation sera une gloire pour le Parlement espagnol pour le ministre présidé par M. Ruiz Zorrilla et pour le roi Amédée, me fait supposer que vos lecteurs voudront connaître le texte tout entier du préambule ou exposé des motifs qui l'accompagne.

Le Congrès, vous le savez, avait prorogé ses séances jusqu'au 15 janvier, parce que le gouvernement avait cru pouvoir présenter le projet de loi d'abolition de l'esclavage au Sénat, mais il s'est trouvé arrêté par un article de la Constitution stipulant que toutes les lois faisant mention d'un crédit quelconque demandé à l'Etat, doivent d'abord être soumises à l'examen de la Chambre populaire.

Il a donc fallu réunir le Congrès en séance extraordinaire.

Il me paraît inutile de vous dire que toutes les tribunes, y compris la tribune diplomatique, étaient envahies de bonne heure par une foule énorme.

Après les formalités d'usage, le nouveau ministre des colonies, M. Mosquera, est monté à la tribune et a donné lecture de ce qui suit :

« Aux Cortès !

« Au nom de Dieu et inspiré par un sentiment de respect pour la raison, la morale, la justice, la convenance publique et la dignité nationale, le gouvernement, remplissant la plus sacrée de ses promesses et le plus humanitaire de ses devoirs, soumet à l'approbation des Cortès le projet de loi pour l'abolition immédiate de l'esclavage dans la province de Puerto-Rico. » (Applaudissements prolongés.)

« Ses vœux les plus ardents seraient réalisés, s'il pouvait octroyer ce même bienfait à l'île de Cuba, tout en y apportant les modifications exigées par le mode d'organisation du travail, distinct dans l'une et dans l'autre île, la différence densité de la population, l'énorme inégalité du nombre des esclaves et les conditions diverses de leur situation sociale respective ; malheureusement la réalisation de ces vœux doit être ajournée par suite de la rébellion de quelques insensés qui persistent à ne pas vouloir déposer les armes.

« Le gouvernement croirait faire une offense à la sagesse des Cortès en cherchant à justifier sa gène détermination. Bien malheureux sont ceux qui ne font que de la conscience redoutable le froid langage du raisonnement !

« C'est une loi morale, aussi claire que consolante, que la convenance est toujours la compagnie inséparable de la justice ; mais le gouvernement doit hautement proclamer, dans ce moment, qu'en maintenant la réforme sous tous les aspects, il n'a trouvé que de nouvelles et puissantes raisons qui, conjointement avec sa justice, en démontrent l'opportunité.

« L'abolition graduelle qui un jour sera la ferme nécessaire à adopter pour l'émancipation à Cuba n'offre aucun avantage à Puerto-Rico. Dans cette île, la population d'origine africaine est peu nombreuse, relativement aux habitants d'origine européenne. Presque tous les nègres sont nés dans l'île ; sur les 31,000 esclaves, moins de 40,000 et peut-être moins de 8,000 sont employés aux travaux des champs ; les autres vivent dans une espèce de servitude domestique, aussi stérile au point de vue de l'accroissement de la richesse des maîtres que favorable à l'éducation des esclaves, ou se livrent à des travaux mécaniques. Ils ne sauraient donc être un danger le jour où ils passeront de leur triste condition actuelle à la noble condition d'hommes libres.

« Que ce jour heureux luisse donc vite et que l'Espagne remplisse enfin sa dette d'honneur vis-à-vis de la civilisation moderne ! Un hasard qui paraît providentiel fait coïncider la présentation de ce projet de loi avec le jour même consacré par la chrétienté à commémorer la naissance de celui qui devait changer la face du monde en brisant les chaînes de toute servitude et en proclamant l'égalité de tous les hommes devant Dieu.

« Contribuons à son œuvre en réalisant un nouveau progrès pour le bien de l'humanité et au profit de la patrie. L'esclavage est une monstruosité non moins funeste pour celui qui l'impose que pour celui qui le souffre. Tous les grands intérêts humains et patriotiques réclament impérieusement son abolition ; celle-ci sera tout à la fois un bien pour l'esclavage et un honneur pour celui qui l'aura proclamé.

« La religion la réclame, parce que parmi les enfants d'un père commun il ne doit y avoir ni opprimés ni oppresseurs ; la morale la réclame aussi, parce que la loi n'y a pas de libre arbitre, il n'y a pas d'acte méritoire, et l'âme de l'esclavage est formée à l'idée de devoir et à tout sentiment de vertu. Le droit exige l'abolition de l'esclavage, parce qu'il n'y a pas d'œuvre comparable à la mutilation de l'humanité dans le plus noble et le plus essentiel de ses attributs ; l'utilité la demande, parce que le travail de l'esclavage est le moins intelligent, le moins actif et le moins productif ; le patriotisme l'exige parce que l'Espagne et la faiblesse sont le bâtiment ordinaire des peuples qui, s'endormant dans la mollesse, abandonnent à des mains esclaves les multiples applications du travail, éternelle loi de notre nature et d'éternel compagnon de notre dignité. La politique la réclame, parce que les habitudes domestiques ont une si intime connexion avec les coutumes publiques que là où gémissent des esclaves il est difficilement y avoir des citoyens aptes à l'exercice de la liberté ; la prudence l'impose parce que la prolongation inconsidérée de tout abus rend plus difficile le remède et plus violente sa correction. Enfin les nécessités du gouvernement nous en font une obligation, parce que dans les nations libres il n'y a pas de résistance qui

puisse prévaloir contre la force de l'opinion, et en Espagne, l'opinion s'est heureusement prononcée avec énergie contre cette barbare monstruosité » dont les péchés honteux se résument à l'insulte et à la sauter, les larmes, le sang et l'innocence d'une race infortunée condamnée jusqu'à présent au fouet et aux chaînes.

« Pour toutes ces hautes considérations, le ministre soussigné, d'accord avec ses collègues et d'autorité par S. M., à l'honneur qu'il considère comme le plus grand de sa vie de soumettre à la délibération des Cortès le présent projet de loi :

« Art. 1^{er}. L'esclavage est totalement et pour tous jours aboli dans la province de Puerto-Rico. Les esclaves seront libres de fait à l'expiration des quatre mois qui suivront le jour de la publication de cette loi dans la *Gazette* officielle de ladite province.

« Art. 2. Les maîtres des esclaves émancipés seront indemnisés conformément aux dispositions de la présente loi.

« Art. 3. L'impôt pour l'indemnité dont il est question dans l'article précédent sera fixé par le gouvernement sur les propositions d'une commission composée du gouverneur supérieur civil de Puerto-Rico, président de l'administrateur économique de la province ; du procureur général près la cour royale ; de trois autres désignés par la députation provinciale et de trois autres nommés par les cinq propriétaires possédant dans l'île le plus grand nombre d'esclaves.

« Les décisions de cette commission seront adoptées à la majorité des ses membres.

« Art. 4. Sur la somme fixée pour l'indemnité, il sera remis, moitié pour le compte de l'Etat, moitié pour le compte de la province de Puerto-Rico, le 80 p. c. aux propriétaires des esclaves émancipés ; le 20 p. c. restant sera à la charge de ces mêmes propriétaires.

« Art. 5. Le gouvernement est autorisé à se procurer les ressources nécessaires et à prendre toutes les mesures pour le fidèle accomplissement de cette loi dans le délai fixé.

« Madrid, 23 décembre 1872.

« Le ministre des colonies, TOMAS MARIA MOSQUERA.

Il dire que l'ex-ministre de ce département, M. Gasset y Artime, a donné sa démission pour ne pas apposer sa signature au bas d'un projet de loi pareil ; et dire qu'une loi si noble et si nationale, provoquée par tous les partis, sauf les républicains et les radicaux, cherche par tous les moyens à empêcher l'approbation. Le monde civilisé appréciera les manœuvres de la ligue dite nationale.

S'il fallait s'en rapporter à ce qu'assurent les carlistes, l'insurrection dans les provinces basques et la Navarre, ajournée à cause de la fête de Noël, devrait élargir demain même. Un carliste influent, membre du comité central, me disait hier dans le salon des conférences du Congrès que cette fois il faut s'attendre à de plus grandes perturbations que par le passé.

« La guerre, me disait-il, s'est faite au printemps dernier qu'entre blancs, en gants blancs, mais aujourd'hui il n'en sera pas de même. On veut frapper un grand coup, détruire toutes les voies de communication et remplir de crainte ceux qui s'opposent au mouvement.

« Le cas échéant, je pense que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les communications avec la France et le reste de l'Europe ne soient pas longtemps interrompues.

« Les nouvelles officielles, je dois pourtant le dire, n'ont pas ce caractère alarmant.

« Les carlistes de la Catalogne ont été battus hier et avant-hier sur plusieurs points.

« L'aide de camp du duc de Montpensier, le colonel Solis, qui avait été arrêté

de dix heures à midi avec M. Thiers, à l'Élysée.
M. Dufaure n'était pas présent.
Aucun résultat n'a été obtenu.
La sous-commission s'est réunie de nouveau, à quatre heures, chez M. de Broglie pour chercher à se mettre d'accord pour rédiger un projet.

PARIS, samedi, 28 décembre.
D'après le Temps, M. Thiers, dans son entrevue avec la première sous-commission des Trente, aurait laissé entendre qu'il ne modifierait pas beaucoup ses précédentes déclarations.
Le Temps ajoute que les idées de conciliation continuent à prévaloir mutuellement.

PARIS, samedi, 28 décembre.
Le Journal des Débats publie une dépêche de Vienne, en date du 23, disant que les documents annoncés par M. de Gramont ne prouvent rien en sa faveur. L'explication suivante de l'incident est donnée comme authentique :
Il est parfaitement établi que l'Autriche n'a pas encouragé la France à entreprendre la guerre.

Elle a fait au contraire tous les efforts pour l'en détourner.
La guerre étant déclarée, le gouvernement fut informé dans l'intervalle par son agent militaire de Paris de la faiblesse numérique de l'armée française; elle voulut dans l'intérêt de l'équilibre européen venir en aide à la France et commença à traiter dans ce but avec l'Italie.

Le cabinet de Vienne fut finalement empêché de donner suite à ce projet; premièrement, par l'attitude de la Russie; secondement, par les dispositions contraires de la population allemande de l'empire et par le vœu du Parlement; troisièmement, par l'état insatisfaisant de l'armée; et quatrième, par le manque de temps et de moyens en mesure en temps opportun.

Angleterre.

LONDRES, vendredi, 27 décembre.
Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants :
Augmentation : sur les billets en circulation, 727,351 liv. st.; sur les comptes particuliers, 210,732 liv. st.; sur le compte du trésor, 3,216,497 liv. st.; Diminution : sur la réserve totale (billets et numéraire), 949,990 liv. st.; sur le numéraire, 177,635 livres sterling.

LONDRES, samedi, 28 décembre.
Un grand meeting tenu à Northampton, a pris la résolution d'envoyer un mémoire au ministre de l'intérieur, pour le solliciter de prendre en nouvelle considération le jugement rendu contre les grévistes gaziers.
Un meeting d'ouvriers du Sud de Londres a pris une résolution dans le même sens.

Le Times publie une dépêche de Constantinople, 27 décembre, portant que le gouvernement italien avait expliqué que le Roi n'a pas reçu le fils du khédive officiellement, mais seulement en audience privée, la Porte est satisfaite.

LONDRES, samedi, 28 décembre.
On écrit de Cardiff que 70,000 ouvriers mineurs se déclarent probablement en grève le 1^{er} janvier 1873 si les patrons persistent à faire des diminutions sur leurs salaires.
Une tempête assez forte a sévi ici.
Elle a causé quelques désastres maritimes.

LONDRES, samedi, 28 décembre.
M. Ramsay, membre influent de l'Eglise épiscopale d'Ecosse, est mort hier.

LONDRES, samedi, 28 décembre.
Les communications télégraphiques entre l'Angleterre et l'Amérique subissent de grands retards par suite de violentes orages et de la chute de la neige.

LIVERPOOL, samedi, 28 décembre.
Le steamer Moselle est arrivé.

Europe centrale

BERLIN, samedi, 28 décembre.
La Gazette de Spener, dans un article intitulé : Un nouveau Benedicti, dit :
« Nous avons sous les yeux l'allocation du Pape, en texte latin authentique.
» Le langage, vraiment inouï, qu'on

tient au Vatican, a été évidemment et intentionnellement adouci.

» Nous reproduisons le texte latin des paroles prononcées relativement à l'Allemagne.

» Si nous donnions une traduction textuelle en allemand, nous nous exposerions certainement à des poursuites de la part du procureur de l'Etat.

» La forme que nous avons choisie exclut, en tant que nous pouvons le savoir, l'anathème injuriant.

» La série de graves offenses que le chef de l'Eglise, dans son allocution aux cardinaux (et cela dans l'intention de les faire connaître au clergé et aux laïques de tout le monde chrétien), a osé lancer contre l'empire allemand et son illustre chef, n'a pas son pendant dans l'histoire moderne.

» L'insolence de M. Benedicti envers le Roi est surpassée ici de beaucoup.

» Le sentiment national allemand ne se désavoue pas plus ici que naguère en Espagne.

» L'insulte qui est faite aujourd'hui à l'Empereur est plus grande que l'attention d'Em.

» La Gazette de Spener fait suivre cet article du texte latin authentique de la partie de l'allocation qui a trait à l'Allemagne.

BERLIN, samedi, 28 décembre.

La Deutsche Wochenblatt dit, au sujet de l'incident Gramont, que, le 23 juillet 1870, le prince de Metternich a remis au duc de Gramont copie d'une lettre du comte de Beust au prince de Metternich, en date du 20 juillet, et dans laquelle se trouve la phrase citée par le duc de Gramont, à savoir : « Que l'Autriche considérerait la cause de la France comme la sienne et qu'elle contribuerait dans les limites du possible au succès des armes françaises. »

Quelques jours après, le comte de Beust a écrit lui-même une lettre au duc de Gramont, dans laquelle il était parlé d'une alliance et de ses conditions.

BERLIN, samedi, 28 décembre.

La Norddeutsche allgemeine Zeitung contient le communiqué suivant :
« L'Allemagne n'a pris aucune mesure à Athènes relativement à la question du Laurium; hier on ignorait encore ici si la Russie et l'Autriche avaient pris des mesures à cet égard. »

BERLIN, samedi, 28 décembre.

La Norddeutsche allgemeine Zeitung publie un article contre l'allocation du Pape, dans lequel elle insiste sur la séparation par voie législative, entre l'Etat et l'Eglise.

VIENNE, samedi, 28 décembre.

En lieux bien informés, on ne sait rien de démarches faites par la Russie et l'Allemagne dans l'affaire du Laurium.

En tout cas, il est certain que l'Autriche n'a fait aucune démarche.

Italie.

ROME, samedi, 28 décembre.

M. de Bourgoing est parti dans la matinée.

Le Pape a reçu les anciens militaires pontificaux.

Le général Kanizer a prononcé un discours.

Le Pape a répondu en disant que la révolution sera tuée par elle-même.

Le Pape a reçu plusieurs diplomates.

ROME, vendredi, 27 décembre.

Les ministres du Brésil, de Belgique, d'Autriche et de Bavière ont félicité le Pape à l'occasion de sa fête pontificale, recevant ensuite les anciens officiers de son armée le Pape leur a dit :

« Vous êtes sans armes à cause de la méchanceté du temps; d'ailleurs je ne désire pas la guerre, la paix étant le plus beau don du ciel; la révolution périra par ses propres armes, mais Dieu seul connaît le moment. »

Russie.

ST-PETERSBOURG, vendredi, 27 décembre.

Le bulletin publié à onze heures et demie du matin, relativement à l'état du grand-duc, dit que l'état fébrile a beaucoup diminué.

S. A. I. n'a pas dormi la nuit, mais elle a fortement transpiré.

Les symptômes alarmants ont considérablement diminué et l'état des forces de l'auguste malade est satisfaisant.

ST-PETERSBOURG, vendredi, 27 décembre.

Change sur Londres, 32 9/16; id. Hambourg, 275 1/8; id. Amsterdam, 163 1/2; id. Paris, 346 3/4; Lots russes 1864, 153 1/2.

d. 1866, 450 1/2; Impériales, 609 0/0; Actions chemins de fer russes, 138 1/2.

Outre-Mer.

NEW-YORK, vendredi, 27 décembre.

Agio sur l'or, cours de clôture, 112 0/0; plus haut, 112 1/4; plus bas, 112 0/0; Change sur Londres, 109 3/8; id. sur Paris, 525 3/4; 5/20 bons américains (1883), 113 1/2; id. (1874), 111 5/8; actions 4 1/2; 6 p. c. id. (1874), 124 0/0; id. Erie, 61 0/0; Chicago preferred, 87 3/4; Central Pacific, 102 1/4; Union Pacific, 90 0/0; coton, 20 1/2.

Bulletin des bourses.

PARIS, 28 décembre. — 3 p. c. Empr. fr. 1872, 86-85. — 5 p. c. id. 1874, 84-85. — 3 p. c. Rente fr. 50-00. — 5 p. c. id. 1874, 41-40. — 5 p. c. Rente esp. 500-00. — 3 p. c. id. 1874, 40-39. — 5 p. c. Rente turc. 5 p. c. 85-70. — Société Générale, 572-00. — Ch. de fer autrich. 778-00. — Ottomans nouv. 324-00. — Ch. de fer lombards, 438-00. — Id. hongrois, 402-00. — Id. Autrichiens, 412-00. — Espagne, 302-00. — Id. Transatlantique, 257-00. — Espagne, 32 1/16. — 6 p. c. américains, 1882, 105 1/8. — Lots Paris, 1871, 248 0/0. — Banque de l'Union Franco-belge, 400-00. — Banque de France, 4210-00. — Banque d'Alger, 400-00. — Banque de l'Inde, 400-00. — Id. sur Amsterdam, 000 0/0. — Id. sur Hambourg, 000 0/0. — Id. sur Anvers, 000 0/0. — Banque de Paris, 1,235. — Banque franco-ottomane, 400-00.

PARIS, 28 décembre. — Huile de colza (100 k.), 47-85. — 4 mois d'été, 100-00. — 4 derniers mois, 101-50. — Huile de lin courant, 95-00. — 4 premiers mois, 96-00. — 4 mois d'été, 96-00. — Farines 5 marques, sac 155-155. — Coton, 20-1/2. — 72-25. — 1^{er} janvier, 70-50.

AMSTERDAM, 28 décembre. — Aut. rente pap. mai, 60 9/16. — Id. argent, janv. 63 7/8. — Lots autr. (1870), 562 1/2. — Id. (1864), 53 1/2. — Id. (1865), 52 1/2. — Id. (1866), 51 1/2. — Id. (1867), 50 1/2. — Id. (1868), 49 1/2. — Id. (1869), 48 1/2. — Id. (1870), 47 1/2. — Id. (1871), 46 1/2. — Id. (1872), 45 1/2. — Id. (1873), 44 1/2. — Id. (1874), 43 1/2. — Id. (1875), 42 1/2. — Id. (1876), 41 1/2. — Id. (1877), 40 1/2. — Id. (1878), 39 1/2. — Id. (1879), 38 1/2. — Id. (1880), 37 1/2. — Id. (1881), 36 1/2. — Id. (1882), 35 1/2. — Id. (1883), 34 1/2. — Id. (1884), 33 1/2. — Id. (1885), 32 1/2. — Id. (1886), 31 1/2. — Id. (1887), 30 1/2. — Id. (1888), 29 1/2. — Id. (1889), 28 1/2. — Id. (1890), 27 1/2. — Id. (1891), 26 1/2. — Id. (1892), 25 1/2. — Id. (1893), 24 1/2. — Id. (1894), 23 1/2. — Id. (1895), 22 1/2. — Id. (1896), 21 1/2. — Id. (1897), 20 1/2. — Id. (1898), 19 1/2. — Id. (1899), 18 1/2. — Id. (1900), 17 1/2. — Id. (1901), 16 1/2. — Id. (1902), 15 1/2. — Id. (1903), 14 1/2. — Id. (1904), 13 1/2. — Id. (1905), 12 1/2. — Id. (1906), 11 1/2. — Id. (1907), 10 1/2. — Id. (1908), 9 1/2. — Id. (1909), 8 1/2. — Id. (1910), 7 1/2. — Id. (1911), 6 1/2. — Id. (1912), 5 1/2. — Id. (1913), 4 1/2. — Id. (1914), 3 1/2. — Id. (1915), 2 1/2. — Id. (1916), 1 1/2. — Id. (1917), 1/2. — Id. (1918), 1/4. — Id. (1919), 1/8. — Id. (1920), 1/16. — Id. (1921), 1/32. — Id. (1922), 1/64. — Id. (1923), 1/128. — Id. (1924), 1/256. — Id. (1925), 1/512. — Id. (1926), 1/1024. — Id. (1927), 1/2048. — Id. (1928), 1/4096. — Id. (1929), 1/8192. — Id. (1930), 1/16384. — Id. (1931), 1/32768. — Id. (1932), 1/65536. — Id. (1933), 1/131072. — Id. (1934), 1/262144. — Id. (1935), 1/524288. — Id. (1936), 1/1048576. — Id. (1937), 1/2097152. — Id. (1938), 1/4194304. — Id. (1939), 1/8388608. — Id. (1940), 1/16777216. — Id. (1941), 1/33554432. — Id. (1942), 1/67108864. — Id. (1943), 1/134217728. — Id. (1944), 1/268435456. — Id. (1945), 1/536870912. — Id. (1946), 1/1073741824. — Id. (1947), 1/2147483648. — Id. (1948), 1/4294967296. — Id. (1949), 1/8589934592. — Id. (1950), 1/17179869184. — Id. (1951), 1/34359738368. — Id. (1952), 1/68719476736. — Id. (1953), 1/137438953472. — Id. (1954), 1/274877906944. — Id. (1955), 1/549755813888. — Id. (1956), 1/1099511627776. — Id. (1957), 1/2199023255552. — Id. (1958), 1/4398046511104. — Id. (1959), 1/8796093022208. — Id. (1960), 1/17592186044416. — Id. (1961), 1/35184372088832. — Id. (1962), 1/70368744177664. — Id. (1963), 1/140737488355328. — Id. (1964), 1/281474976710656. — Id. (1965), 1/562949953421312. — Id. (1966), 1/1125899906842624. — Id. (1967), 1/2251799813685248. — Id. (1968), 1/4503599627370496. — Id. (1969), 1/9007199254740992. — Id. (1970), 1/18014398509481984. — Id. (1971), 1/36028797018963968. — Id. (1972), 1/72057594037927936. — Id. (1973), 1/144115188075855872. — Id. (1974), 1/288230376151711744. — Id. (1975), 1/576460752303423488. — Id. (1976), 1/1152921504606846976. — Id. (1977), 1/2305843009213693952. — Id. (1978), 1/4611686018427387904. — Id. (1979), 1/9223372036854775808. — Id. (1980), 1/18446744073709551616. — Id. (1981), 1/36893488147419103232. — Id. (1982), 1/73786976294838206464. — Id. (1983), 1/147573952589676412928. — Id. (1984), 1/295147905179352825856. — Id. (1985), 1/590295810358705651712. — Id. (1986), 1/1180591620717411303424. — Id. (1987), 1/2361183241434822606848. — Id. (1988), 1/4722366482869645213696. — Id. (1989), 1/9444732965739290427392. — Id. (1990), 1/18889465931478580854784. — Id. (1991), 1/37778931862957161709568. — Id. (1992), 1/75557863725914323419136. — Id. (1993), 1/151115727451828646838272. — Id. (1994), 1/302231454903657293676544. — Id. (1995), 1/604462909807314587353088. — Id. (1996), 1/1208925819614629174706176. — Id. (1997), 1/2417851639229258349412352. — Id. (1998), 1/4835703278458516698824704. — Id. (1999), 1/9671406556917033397649408. — Id. (2000), 1/19342813113834066795298816. — Id. (2001), 1/38685626227668133590597632. — Id. (2002), 1/77371252455336267181195264. — Id. (2003), 1/154742504910672534362390528. — Id. (2004), 1/309485009821345068724781056. — Id. (2005), 1/618970019642690137449562112. — Id. (2006), 1/1237940039285380274899244224. — Id. (2007), 1/2475880078570760549798488448. — Id. (2008), 1/4951760157141521099596976896. — Id. (2009), 1/9903520314283042199193953792. — Id. (2010), 1/1980704062856608439838790784. — Id. (2011), 1/3961408125713216879677581568. — Id. (2012), 1/7922816251426433759355163136. — Id. (2013), 1/15845632502852867518710326272. — Id. (2014), 1/31691265005705735037420652544. — Id. (2015), 1/63382530011411470074841305088. — Id. (2016), 1/126765060022822940149682610176. — Id. (2017), 1/253530120045645880299365220352. — Id. (2018), 1/507060240091291760598730440704. — Id. (2019), 1/1014120480182583521197460881408. — Id. (2020), 1/2028240960365167042394921762816. — Id. (2021), 1/4056481920730334084789843525632. — Id. (2022), 1/8112963841460668169579687051264. — Id. (2023), 1/16225927629213336339159374102528. — Id. (2024), 1/32451855258426672678318748205056. — Id. (2025), 1/64903710516853345356637496410112. — Id. (2026), 1/129807421033706690713267388202224. — Id. (2027), 1/259614842067413381426534776404448. — Id. (2028), 1/519229684134826762853069552808896. — Id. (2029), 1/10384593682696535271061391056177792. — Id. (2030), 1/2076918736539307054212278211355584. — Id. (2031), 1/4153837473078614108424556422711168. — Id. (2032), 1/8307674946157228216849112845422336. — Id. (2033), 1/16615349892314456433698225690844672. — Id. (2034), 1/33230699784628912867396451381689344. — Id. (2035), 1/66461399569257825734792902763378688. — Id. (2036), 1/132922799138515651469585805526757376. — Id. (2037), 1/265845598277031302939171611053514752. — Id. (2038), 1/531691196554062605878343222107029504. — Id. (2039), 1/1063382393108125211756686444214059008. — Id. (2040), 1/21267647862162504235133728884281180016. — Id. (2041), 1/42535295724325008470267457768562360032. — Id. (2042), 1/85070591448650016940534915537124720064. — Id. (2043), 1/170141182897300033881069831074249440128. — Id. (2044), 1/340282365794600067762139662148498880256. — Id. (2045), 1/680564731589200135524279324296997760512. — Id. (2046), 1/1361129463178400271048558648593995521024. — Id. (2047), 1/2722258926356800542097117297187991042048. — Id. (2048), 1/5444517852713601084194234594375982084096. — Id. (2049), 1/10889035705427202168388468188751964168192. — Id. (2050), 1/21778071410854404336776936377503928336384. — Id. (2051), 1/43556142821708808673553872755007856672768. — Id. (2052), 1/87112285643417617347107145510015713345536. — Id. (2053), 1/17422457128683523469421429020031426691072. — Id. (2054), 1/34844914257367046938842858040062853382144. — Id. (2055), 1/69689828514734093877685716080125706764288. — Id. (2056), 1/139379657029468187755371431602514253212576. — Id. (2057), 1/278759314058936375510742863205028506425536. — Id. (2058), 1/557518628117872751021485726410057012851072. — Id. (2059), 1/1115037256235745502042911528201141425622144. — Id. (2060), 1/223007451247149100408582305640228285124288. — Id. (2061), 1/446014902494298200817164611282456570248576. — Id. (2062), 1/8920298049885964016343292225649131405141504. — Id. (2063), 1/17840596099771928032686584451298262810282008. — Id. (2064), 1/35681192199543856065373168902596525620564016. — Id. (2065), 1/71362384399087712130754337805193051240112032. — Id. (2066), 1/142724768798175424261508675610386104802224064. — Id. (2067), 1/285449537596350848523017351220772209604448128. — Id. (2068), 1/570899075192701697046034702441544441810892544. — Id. (2069), 1/1141798150385403394092069404883088883621775008. — Id. (2070), 1/2283596300770806788184138809766177767243550016. — Id. (2071), 1/4567192601541613576368277619532355534470100032. — Id. (2072), 1/9134385203083227152736555239064711068940200064. — Id. (2073), 1/18268770406166454305473110478129422137880400128. — Id. (2074), 1/3653754081233290861094622095625884427576000256. — Id. (2075), 1/7307508162466581722189244191251768855152000512. — Id. (2076), 1/14615016324933163444378488382503537110304001024. — Id. (2077), 1/29230032649866326888756976765007074220608002048. — Id. (2078), 1/58460065299732653777513953530014148441216004096. — Id. (2079), 1/116920130599465307555027907060028296882432008192. — Id. (2080), 1/2338402611989306151100558141200565937648640016384. — Id. (2081), 1/4676805223978612302201116282401131875297280032768. — Id. (2082), 1/935361044795722460440223256480226375059456065536. — Id. (2083), 1/187072208959144492088044651296452750011891111104. — Id. (2084), 1/374144417918288984176089302592905500023782222208. — Id. (2085), 1/748288835836577968352178605185811000475644444416. — Id. (2086), 1/1496577671673155936704357211716220000951288888832. — Id. (2087), 1/29931553433463118734087144234324400019025777776. — Id. (2088), 1/598631068669262374681742884686488000380515555536. — Id. (2089), 1/11972621373

